

Avenant n° 1 du 10 janvier 2023
à l'accord du 3 février 2022
relatif à la mise en place du dispositif de la promotion
ou reconversion par l'alternance dite « Pro-A »

NOR : ASET2350138M

IDCC : 3043

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FEP ;

SNPRO,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT ;

FNPD CGT ;

FEETS FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La branche de la propreté a signé le 3 février 2022 un accord relatif à la mise en place du dispositif de la promotion ou reconversion par l'alternance dite « Pro-A » dans les entreprises de propreté et services associés.

Cet accord a été étendu par arrêté du 23 mai 2022 du ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion.

Le présent avenant vient modifier l'article 6 de l'accord du 3 février 2022 afin de préciser, en application de l'article L. 6325-12 du code du travail, les publics pouvant bénéficier d'une dérogation relative à la durée Pro-A pour la préparation d'un CQP/TFP.

Article 1^{er} | Modification de l'article 6

L'article 6 « Durée de la Pro A » est modifié de la façon suivante :

- à l'alinéa 2, sont supprimés les termes « et à l'identique des contrats de professionnalisation » ;

- à l’alinéa 5, les termes « peut avoir une durée supérieure à 12 mois lorsque la mise en œuvre des CQP TFP de la branche le nécessite. » sont remplacés par les termes « peut avoir une durée supérieure à 12 mois pour la préparation des CQP TFP pour les salariés sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au niveau 4 ».

Article 2 | Motivation liée à l’absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

L’objet du présent avenant relatif à la mise en place du dispositif de la promotion ou reconversion par l’alternance dite « Pro-A » dans les entreprises de propreté et services associés justifie qu’il s’applique de manière identique à toutes les entreprises entrant dans le champ de l’accord du 3 février 2022, que leur effectif soit inférieur, égal ou supérieur à 50 salariés. En outre, l’existence du dispositif de transfert conventionnel (art. 7 de la CCN) qui assure le maintien des contrats de travail en cas de perte de marché nécessite une homogénéité des règles conventionnelles de la branche, sans différenciation en fonction de la taille de l’entreprise.

Article 3 | Formalités de dépôt et de publicité

Le présent avenant fera l’objet des formalités de dépôt et de publicité conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 4 | Extension et entrée en vigueur de l’avenant

Les parties signataires demandent l’extension du présent avenant dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Le présent avenant entrera en vigueur au lendemain du jour de la parution au *Journal officiel* de son arrêté d’extension.

Fait à Villejuif, le 10 janvier 2023.

(Suivent les signatures.)